



Communiqué de presse

Berne, le 16 juin 2026

Contre-projet indirect à l'initiative «Stop au blackout»: une tactique dilatoire qui pèse inutilement sur les PME

Les tergiversations autour du contre-projet indirect à l'initiative «Stop au blackout» sont inutiles. Au lieu de répondre à la question essentielle – faut-il maintenir l'interdiction de certaines technologies ou non –, la décision est reportée. Le Conseil national souhaite renvoyer le contre-projet au Conseil fédéral. Cela entretient l'incertitude alors que les PME ont un besoin urgent de sécurité de planification concernant l'approvisionnement futur en électricité.

«Manifestement, tout le monde préfère tourner autour du pot plutôt que de mettre les choses au clair: voulons-nous maintenir cette interdiction technologique motivée par des considérations idéologiques, ou non?», déclare Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam.

La décision prise hier par le Conseil national de renvoyer le contre-projet indirect à l'initiative «Stop au blackout» retarde inutilement le dossier. Le Conseil des États s'y est heureusement opposé aujourd'hui et ne veut pas entendre parler d'un renvoi au Conseil fédéral. Le contre-projet indirect n'est donc pas abandonné, mais hélas tout porte à croire que le dossier sera encore retardé. «C'est une très mauvaise nouvelle pour les PME», estime Fabio Regazzi, président de l'usam. En tant qu'entrepreneur, il sait à quel point les PME dépendent de la sécurité d'approvisionnement en énergie et combien les coûts élevés de l'énergie pèsent sur les entreprises.

Par ailleurs, ce renvoi donne un mauvais signal pour la place économique suisse et pour le transfert de connaissances en matière de politique énergétique. Il décourage aussi bien les professionnels actifs dans le secteur que les personnes actuellement en formation. «Qui veut travailler dans un domaine où règne une telle incertitude quant à la stratégie politique?», souligne Fabio Regazzi. «Sans parler du signal négatif envoyé aux investisseurs potentiels.»

Pour l'usam, les choses sont claires: tant du point de vue de la sécurité de l'approvisionnement que de la politique climatique, il faut garantir la neutralité technologique. L'énergie nucléaire, sans émissions de CO₂, doit faire partie de la panoplie d'instruments permettant de répondre à la forte augmentation de la demande d'électricité liée à la décarbonation. «Ceux qui ne l'ont pas encore compris n'ont qu'à regarder du côté de l'Allemagne», relève Urs Furrer.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.